

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ

NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°59 – Octobre 2010

AFPS 59-62 MRES (Maison Régionale de l'Environnement et de la Solidarité- ex-MNE)
23, rue Gosselet - 59000 - LILLE Site : www.nord-palestine.org Bulletin : JPC@nord-palestine.org

Editorial : **Mettre fin à l'impunité israélienne**

La politique de colonisation, d'apartheid, de crimes poursuivie par Israël est menée actuellement sur un rythme élevé. La colonisation de Jérusalem-Est s'accélère avec la construction de centaines de logements pour les colons tandis que continue la destruction de maisons palestiniennes. La colonisation de la Cisjordanie s'accélère. Les agressions des colons, y compris contre les enfants, notamment autour d'Hébron et de Naplouse se multiplient. En Israël la situation des Palestiniens de l'intérieur devient de plus en plus difficile. Ainsi à Safed les étudiants « arabes » ne trouvent plus à se loger, suite à des appels de rabbins enjoignant aux Juifs de ne plus louer ni vendre d'appartements à des non juifs. Dans la même logique d'apartheid, une loi raciste a été adoptée par le parlement israélien donnant droit aux municipalités le droit de refuser de nouveaux arrivants qui ne respectent pas les « valeurs fondamentales de la communauté ». A Gaza le blocus se perpétue. Les raids meurtriers se poursuivent. Des milliers de prisonniers s'entassent dans les prisons.

L'impunité permet à l'Etat colonial de poursuivre sa politique d'expulsion et de crimes contre le peuple palestinien sans obstacles. C'est à cette impunité que s'attaque le tribunal Russell sur la Palestine dont, après celle de Barcelone, une seconde session doit se tenir à Londres du 20 au 22 novembre. Il s'agit de mettre en accusation (mais il auront l'occasion de s'expliquer et de se défendre s'ils le veulent) les groupes économiques qui permettent l'occupation israélienne de la Palestine et les crimes qui l'accompagnent. De grandes sociétés, israéliennes ou internationales jouent un rôle déterminant en ce domaine, ainsi Alstom, Veolia, Dexia...

Depuis plus d'un an, dans le cadre de la campagne boycott/désinvestissement/sanctions contre Israël, l'AFPS Nord-Pas de Calais mène une campagne active, afin que les collectivités territoriales de la région cessent tout appel à des sociétés engagées dans la colonisation israélienne. C'est dans ce cadre de la mobilisation de nombreux citoyens de la région, indignés par les exactions israéliennes, et qui rejettent tant le transporteur colonial à Jérusalem Veolia, que le banquier Dexia impliqué dans les colonies à la périphérie de Naplouse, que se tiendra une rencontre sur le tribunal Russel le 17 novembre à Villeneuve d'Ascq.

Cette démarche sera prolongée jusque Londres, lors de la session du tribunal Russell à laquelle prendra part une délégation de la région. C'est une démarche rassembleuse, unitaire qui correspond à la volonté de l'AFPS Nord-Pas de Calais de contribuer à porter des coups à l'Etat colonial israélien, y compris sur le terrain économique par l'intervention sur le terrain du désinvestissement. Il est plus que temps que l'impunité dont cet Etat bénéficie, en dépit de ses crimes, prenne fin. L'application des droits nationaux du peuple palestinien passe par cette mobilisation, dans la région et le pays, de la population la plus large possible.

Jean-François LAROSIERE, Président de l'AFPS Nord – Pas-de-Calais

Compte rendu du CA du 23 octobre 2010

Présents : Malika B, Marie Elise A, Mireille G, Sihem S, Jean Claude Willem, Jean-François L, Jean-Pierre C

Adhérents présents : Anissa B, Béatrice T, Jean-François N, Sylvain T, Yves Q - Invités : GUPS 59/62,

1 Situation politique

Le point a été fait sur la reprise, puis sur la suspension, des « négociations de paix » et surtout sur le nouveau coup d'accélérateur donné à la colonisation israélienne, tandis que la France, l'Europe, les USA laissent faire quand ils n'encouragent pas. Les concessions considérables d'Obama ont été soulignées : vallée du Jourdain, colonies, livraisons d'armes. L'enjeu stratégique de Jérusalem a été souligné. La nécessité de la mobilisation populaire a été rappelée dans la mesure où les gouvernements occidentaux ont à leur disposition toute une panoplie de moyens afin de contraindre Israël à respecter le droit international, et donc d'appliquer les droits nationaux du peuple palestinien, qu'ils se refusent à utiliser. Ils préservent l'impunité d'Israël.

2 Les axes d'action :

- *Veolia*

Certes la multinationale vend ses actions du tramway de Jérusalem, mais ce n'est pas encore fait et le groupe reste engagé par son volet environnement : ils déposent les ordures des colonies dans la vallée du Jourdain. **La conférence de presse se tient le mercredi 27 à la MRES à 11 h.** Près de 1000 cartes pétitions sont déjà signées. Elles *seront remises le vendredi 5 novembre à 10 h 15 auprès de la présidence de Lille* métropole. **Il a été souligné dans la discussion que la vente des actions est un succès important de BDS.** Cependant Alstom n'a toujours pas renoncé. L'action est à suivre concernant le Cambrasis.

- *Réunion sur le tribunal Russell*

La mobilisation par tracts est en cours y compris dans les résidences universitaires.

Concernant le contenu de la réunion, bien entendu la complicité économique, telle que celle de Veolia ou Alstom sera soulignée, mais il s'agira aussi d'introduire la complicité de sociétés, telles Safran, qui s'associent avec des firmes israéliennes en vue d'une collaboration militaro-policière avec Israël.

La partie artistique de la soirée est aussi en cours d'élaboration. Une réunion commune de préparation se tient le **jeudi 28 octobre à 18 h à la MRES.**

- *Bateau pour Gaza*

Les objectifs politiques du bateau ont été rappelés : il s'agit, dans le cadre d'une flottille internationale, de briser le blocus.

- *Semaine de la solidarité internationale fin novembre*

Il est proposé que l'action soit menée avec Amitiés-Lille-Naplouse pour les prisonniers Palestiniens de Naplouse. Nous interviendrons à la fois sur les prisonniers, mais aussi pour la libération immédiate de Salah Hamouri.

- *Michel Warchawski à Lille*

L'UJFP propose de faire venir Michel Warchawski à Lille dans le cadre de sa venue en France du 11 au 22 janvier 2011. Il est proposé que la rencontre se fasse plutôt le 21 ou le 22 janvier, si possible, et qu'elle porte sur BDS. Il faudra voir les possibilités pour les dates et le contenu même de la (des) rencontres.

- *Sandrine Mansour*

Le contact est à reprendre afin de savoir quand sort son livre et pour l'organisation du débat. Espace Marx en pleins travaux ne sera plus disponible à partir de janvier 2011.

- Yves Q propose que nous organisions une réflexion autour du cahier de formation n° 24 « le système politique bipolaire palestinien ». Reste à trouver la forme, mais une réunion sur cette question est à placer en mars ou avril 2011.

3 Audition au commissariat d'un responsable de l' « AFPS maison de la nature et de l'environnement »

C'est sous cette étiquette d'une rare curiosité qu'un responsable de l'AFPS doit être audité au commissariat d'Euralille pour « la » manifestation du 27 mars 2010. Cette procédure est marquée par de multiples éléments indiquant une non maîtrise du dossier tant par la police, que par le procureur qui l'a sollicitée. Nous ne savons pas les raisons de cette audition officiellement.

S'il s'agit bien de la **manifestation du 27 mars**, dont l'AFPS Nord-Pas de Calais était partie prenante, comme une bonne vingtaine d'autres organisations, le tract d'appel était explicite : « **Colonisation et occupation de la Palestine, ça suffit ! Boycottons les produits des colonies israéliennes** », les risques politiques

risquent fort d'être particulièrement importants, pour ceux qui ont engagé la procédure, comme pour ceux qui la mènent. La dénonciation calomnieuse, la procédure abusive, ... sont des délits punis par la loi, quant au contenu des mots d'ordre, ils ciblaient uniquement les colonies après les propos (mensongers) du Garde des Sceaux au dîner du CRIF à Bordeaux en février dernier. Mais est-ce cette manifestation qui est en cause car il y en avait peut être d'autres au même moment ?

Cette demande d'audition non nominative, a été trouvée ouverte à la MRES par Jean-François Larosière, Président de l'AFPS Nord-Pas de Calais. Finalement si le principe a été retenu de se rendre à une audition respectant les formes, il ne se rendra pas à cette audition qui ne lui est pas personnellement adressée. Rien ne garantit qu'il puisse s'y rendre accompagné d'un membre de l'association. Les conseils juridiques sont en cours.

4 Congrès extraordinaire de l'AFPS le 11 décembre 2010

Un congrès extraordinaire de l'AFPS est prévu à Ivry sur Seine le 11 décembre pour la modification des statuts de l'association. Conformément à l'agenda national, le présent CA élargi examine les propositions de modifications issues du CN de septembre 2010, et propose des amendements. Le vote sur les propositions définitives des rapporteurs nationaux se fera le samedi 27 novembre, de même que la désignation de la délégation au congrès, où l'association a droit à cinq mandats.

Le CA de l'AFPS Nord-Pas de Calais partage le point de vue de Palestine 33 selon lequel « plusieurs dispositions (*ndlr des statuts*) introduites ou maintenues donnent (...) un rôle abusif au Conseil National par rapport au congrès. » Elle partage donc les propositions d'amendements proposés par Palestine 33.

Concernant la note complémentaire sur l'obligation pour les groupes locaux que tous leurs membres soient membres de l'AFPS (Art. 5) le CA de l'AFPS 59/62 partage la préoccupation de Palestine 33. Elle l'indique avec d'autant plus de force que la démarche associative a été négligée lors de la mise en place des statuts en 2006, et elle continue de l'être, pour ce qui est de l'AFPS Nord-Pas de Calais.

L'AFPS doit mettre en place des fédérations régionales, comme cela figurait d'ailleurs dans les précédents statuts, même si c'était en pointillés. Elle propose à ce sujet un amendement s'appuyant sur la réflexion de l'AFPS Nord-Pas de Calais dès l'automne 2006 et sur sa pratique. (voir en pièce jointe)

Etabli par Jean-François Larosière

« Je ne suis pas un héros » <http://www.france-palestine.org/article15816.html> + <http://www.salah-hamouri.fr/node/219>
Le 5 octobre 2010, Jean-Claude Lefort a rendu visite à

Salah Hamouri dans la prison de Gilboa. Le récit de cette rencontre.

Gilboa. 5 octobre. 11 heures. C'est la quatrième fois que je rends visite à Salah Hamouri, dont trois ans dans sa lugubre prison de Gilboa, située au nord d'Israël. On longe un long mur gris. Une première prison où se trouvent 600 prisonniers puis la « sienne », attenante, avec 800 autres détenus, des Palestiniens mais aussi 8 Syriens du plateau du Golan annexé. Au bout de ce long mur, l'entrée.

Toujours le même rituel. Après avoir passé une lourde porte métallique verte on décline son identité. Dépose de ses papiers d'identité auprès du gardien qui se tient à droite, derrière une grille. Des échanges entre le personnel pénitentier par talkies-walkies. On ne déchiffre qu'un seul mot « sarfati », c'est-à-dire « Français » en hébreu. Conciliabules. Le feu vert est donné. On passe alors sous le détecteur électronique. Mon paquet de cigarettes intrigue. On le regarde avec minutie. Dehors, dedans. C'est bon. Rien à signaler d'anormal.

Une seconde porte verte, tout aussi lourde, s'ouvre. Un autre gardien attend. On est dans le patio réservé au personnel, des hommes et des femmes. M'accompagne pour cette visite un des premiers Conseillers de l'Ambassadeur de France à Tel-Aviv. On nous conduit à gauche vers un haut grillage. Il y a une porte au milieu. Il l'ouvre. Cliquetis de la serrure. On passe un couloir d'un mètre de large sur une bonne trentaine de mètres de long. La porte se referme sur nous. On nous installe dans une pièce étroite dans laquelle il y a quelques chaises avec de rabats en bois pour écrire. On s'assied et on attend Salah. Un gardien assis face à nous.

Salah arrive du fond de ce couloir dans lequel nous sommes entrés. Il est 11h15.

Nous nous embrassons chaleureusement. Plusieurs fois. Je pense à ses parents qui ne peuvent pas le faire. Tapes vigoureuses dans le dos. Sourires. Je le trouve amaigri. Il s'assied et sort un petit calepin du fond d'une poche de sa tenue marron foncé.

Il me dit qu'il a écrit ce qu'il va me dire mais après avoir écouté les autres prisonniers qui connaissent l'existence de cette rencontre.

Ces prisonniers, nous dit Salah, sont de toutes les tendances politiques. Ils se retrouvent ensemble chaque jour. Deux fois. Une fois le matin avant midi. L'autre fois avant 17 heures. Environ quatre heures par jour.

Et on verra, à lire ce qui suit, à quel point, d'une part, les prisonniers sont très informés, et combien, d'autre part, leurs analyses convergent indépendamment de leur appartenance politique.

Salah, qui parle donc au nom de ses camarades d'infortune, tient à évoquer devant nous plusieurs points dûment notés sur son petit calepin.

Tout d'abord il veut évoquer l'attitude américaine. Il considère, je veux dire « ils considèrent », que les Américains ne bougent sur le sujet du Proche-Orient que dans deux cas. Ou bien quand une guerre se prépare comme au moment de l'Iraq. Ou bien quand ils estiment que leurs intérêts sont menacés au point de créer des problèmes sérieux pour eux en

interne. Dans le cas présent c'est la seconde hypothèse qui est retenue.

L'aventure en Afghanistan, en particulier, pose de sérieux problèmes politiques intérieurs. D'où leur volonté de voir les factions afghanes discuter entre elles en incluant les Talibans. Ou encore leurs initiatives concernant le Proche-Orient dès lors que celui-ci constitue à leurs yeux un nœud ou un enjeu majeur d'où découlent des difficultés qu'ils rencontrent par ailleurs. Si les Américains font certaines pressions s'agissant du conflit israélo-palestinien, c'est en raison de cela.

Il en vient ensuite à la situation palestinienne. Et à l'attitude de l'Autorité. D'une phrase il caractérise la situation : **"Abou Mazen gère la crise mais pas la solution..."**

"Les Israéliens ont déjà dessiné les frontières de leur Etat : la colonisation de Jérusalem-Est, l'occupation de la Vallée du Jourdain, aucun retrait, au contraire, n'est en vue, les colonies avancent sans cesse. Israël est ainsi devenu ainsi la seule fenêtre pour notre économie. Tout ce qui se produit légitimise finalement les colonies et l'occupation. Aucun signe contraire ne vient contrarier ce mouvement, pas même évidemment la lettre « éventée » d'Obama où est acceptée la colonisation de la vallée du Jourdain. Dans ces conditions Abou Mazen « est trop faible » pour négociier de manière utile. Il « gère » la donne actuelle, il ne dégage pas l'avenir..."

Un autre exemple qui le confirme constitue son attitude (à Abou Mazen), son comportement vis-à-vis de la question des prisonniers.

« Il y a 8.000 prisonniers palestiniens qui sont suspendus en l'air sans connaître leur destin. On ne parle pas d'eux. Jamais. Or on n'a jamais vu une négociation menée en vue de la libération nationale qui n'évoque pas la question des prisonniers de manière récurrente. Or, ici, c'est le cas : on n'existe pas. Ah certes, on dit, à Ramallah, qu'on va doubler notre « solde ». On essaie d'acheter notre destin, réduits au silence. De nous calmer. Cela n'a aucun sens pour nous. On ne veut pas d'argent mais notre libération qui n'est visiblement pas une priorité du tout. On est ignoré... Alors quoi : quelles négociations ? »

Salah aborde un quatrième point. Il a tout écrit minutieusement. De temps en temps le gardien va se dégourdir les jambes, d'autant plus qu'il ne comprend pas un mot de « sarfati ». Salah parle de l'insensée exigence des Israéliens de vouloir imposer aux Palestiniens l'acceptation d'un « Etat juif ». Avec ses amis, il pense que de la sorte les Israéliens veulent purement et simplement se débarrasser des 1.500.000 Palestiniens qui vivent en Israël en les transférant et qu'ils veulent, par là même, tuer le principe du « droit au retour ».

Il parle de l'eau, confisquée par Israël et que les Palestiniens doivent acheter alors qu'elle leur appartient. Il parle de Jérusalem et de la colonisation accélérée de la ville pourtant considérée comme la « capitale des deux Etats », ceci dans l'indifférence - autre que verbale - de la communauté internationale.

Après ce « tableau » de la situation, il convient, dit-il, de trouver une solution.

Il dit que le pire serait de vivre dans l'illusion que quelqu'un apportera la paix en Palestine. On parle de construire un Etat viable mais c'est quoi aujourd'hui ? **« C'est comme si nous étions dans une salle d'urgence avec pleins de tuyaux dans les bras et dans tout le corps avec comme seule possibilité : celle de respirer ».**

Les gens en ont marre, dit-il avec force. Cela peut exploser on ne sait comment. Il nous faut donc remplir un certain nombre de conditions. Nous devons réaliser impérativement l'unité inter palestinienne, insiste-t-il avec force.

C'est possible, assure-t-il. Les « Accords du Caire » de 2005 en offrent la possibilité acceptable pour tous les partis politiques.

Il nous faut aussi un programme et une stratégie populaire et établir des étapes. Trancher une bonne fois la question de la lutte armée ou de la lutte pacifique. Bref, nous doter d'une stratégie à nous.

Il me parle après des conditions de vie en prison. « On en a déjà parlé l'autre fois » se souvient-il parfaitement.

Il en a parlé aussi avec Monique Cerisier Ben-Guigua quand notre amie sénatrice est venue le voir en prison.

Il ne reçoit toujours pas de livres. Aucun prisonnier n'en reçoit. Je lui ai amené trois livres de la part de sa famille. Un gardien les a pris pour les consulter. Je ne sais s'ils passeront. Quant au courrier il lui arrive bien. Je lui dis que j'ai remarqué que quand des amis lui écrivent et qu'ils mettent leurs adresses au dos, ces lettres reviennent systématiquement en France.

Il me redit avec insistance à la fois ses remerciements à tous pour ces lettres envoyées auxquelles il ne peut pas répondre malheureusement et combien ce sont pour lui des « rayons de soleil » qui percent les murs de sa prison. Je lui dis que le soir même de ce 5 octobre il sera fait **« Citoyen d'honneur de la commune de Beaumont ».**

Il sourit et remercie encore et encore tous les solidaires, autant de signes qu'il transmet à ses camarades de prison.

Etant allé dans le plateau du Golan, je lui dis de transmettre les salutations d'un ami syrien rencontré sur place. Il y a 8 Syriens, du plateau, dans la prison.

Nous parlons de l'avenir. De sa sortie pour laquelle nous luttons sans cesse. Il le sait et nous remercie. Avec un sourire il dit que **« déjà je n'étais pas dans l'agenda de Nicolas Sarkozy, alors, avec tout ce qui se passe en France, je dois l'être encore moins. Il a beaucoup à faire aujourd'hui, non ? »**

« Si je sors en novembre 2011, sans aucune remise de peine, je passerai un mois à Jérusalem pour revoir mes amis et rester avec ma famille. Je viendrai vite en France après ». Et les études ? « Je ne peux plus les poursuivre. 7 ans de prison et ensuite 4 ou 5 ans en plus à faire supporter à mes parents, non... J'ai un frère et une sœur dont mes parents doivent s'occuper. Je ne veux pas leur faire supporter plus. Alors je chercherai un travail, sans aucun doute ».

On parle de sa vie, à lui, en prison. Il ne parle jamais de lui. Jamais.

Il est en confiance et me dit : **« A Ramallah on nous présente comme des héros mais je ne suis pas un héros. J'ai mes peines, des moments difficiles, oui, je ne le cache pas. J'ai des joies également. Je suis un être humain. Tout simplement. Un être humain »**

On doit se quitter. Il est 12h30. Nous avons pu discuter une heure et quart. On sort dans ce couloir où nos chemins se sépareront une nouvelle fois. Je lui offre une cigarette. Nous fumons ensemble. Un gardien s'approche. Il faut qu'il retourne dans sa prison. On s'embrasse encore et encore. Il part. Nous passons la petite porte. Un regard encore vers lui. Il se retourne justement. Nos yeux se croisent. On se sourit. Je lève la main en sa direction... Je lui lance : **« A bientôt. Mais dehors, Salah ! »**

Jean-Claude Lefort Le 19 octobre 2010

Le 28 octobre, Jean-Claude Lefort, en tant que député honoraire, a écrit une nouvelle fois à Bernard Kouchner. Il lui demande, "encore et encore, que la justice soit appliquée et exigée pour ce citoyen Français comme pour tous les autres." <http://www.salah-hamouri.fr/node/220>

Voici la fin de sa lettre :

Monsieur le Ministre : sachez que je suis prêt à tout pour cela, sans me défaire de mon esprit démocratique. ... Car je viens quant à moi de rencontrer Salah Hamouri dans sa prison de Guilboa le 5 octobre dernier. Et je vous le dis tout net : on est plus qu'en train de « casser » ce jeune homme. Mentalement. Humainement. On le casse.

Il m'est impossible d'imaginer que sa libération ne soit envisageable qu'en novembre 2011, selon les volontés des juges militaires qui sont, évidemment, hors de tout soupçon certainement selon vous. Pour vous : car votre silence assourdissant vaut approbation.

A bon entendeur !

Appel du collectif national pour un bateau français pour Gaza, qui vient d'être lancé depuis l'Assemblée Nationale lors d'une conférence de presse à laquelle deux députés du Nord: Jean-Jacques Candelier et Marc Dolez sont associés.

Un premier rendez-vous à propos de cette initiative, comme celles qui l'accompagneront (rassemblements, rencontres, ...) se tiendra lors du CA de l'AFPS Nord-Pas de Calais le samedi 27 novembre à 14 h 15 à la MRES à Lille, ouvert aux adhérents.

« Un bateau français pour Gaza »

Au moment où Gaza est assiégée depuis plus de trois ans, les organisations du collectif national (CNPJDPI) s'engagent à rejoindre la deuxième flottille de la liberté qui partira pour Gaza dans quelques mois en affrétant un ou plusieurs bateaux français.

En s'engageant dans cette voie pacifique, nous voulons aujourd'hui :

- Dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza**
- Promouvoir et faire respecter le droit international**
- Répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Gazaouis**

Conscient de l'ampleur de l'initiative et de son coût, le collectif développera cette campagne dans la transparence avec un souci d'élargissement et de coopération avec toutes les forces qui souhaiteraient s'y associer.

Le collectif met à disposition des citoyens ainsi qu'à tout donateur institutionnel le compte bancaire suivant pour soutenir ce projet.

Chèque à libeller à « MRAP - un bateau pour Gaza France »,
doit être adressé au MRAP, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Signataires :

- | | |
|--|---|
| 1. Alliance for Freedom and Dignity (AFD) | 14. Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) |
| 2. Association France Palestine Solidarité (AFPS) | 15. Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE) |
| 3. Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) | 16. La Courneuve-Palestine |
| 4. Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) | 17. Le Mouvement de la Paix |
| 5. Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) | 18. Les Alternatifs |
| 6. Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) | 19. Les Femmes en noir |
| 7. Cedetim / IPAM | 20. Les Verts |
| 8. Collectif des Musulmans de France (CMF) | 21. Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) |
| 9. Collectif Faty Koumba : association des libertés, droits de l'Homme et non-violence | 22. Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) |
| 10. Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Paix (CJACP) | 23. Organisation de Femmes Egalité |
| 11. Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) | 24. Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) |
| 12. Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) | 25. Parti Communiste Français (PCF) |
| 13. Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) | 26. Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) |
| | 27. Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) |
| | 28. Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) |
| | 29. Union Juive Française pour la Paix (UJFP) |
| | 30. Union syndicale Solidaires |

AGENDA (Extrait) Plus d'infos sur le site: www.nord-palestine.org/agenda.htm

- **Vendredi 5** (inauguration à 18h30), **samedi 6 et dimanche 7 Novembre** à la gare Saint-Sauveur de Lille : Opération « **Asseoir l'espoir** » organisée par le **Secours Populaire >>**
- **Mercredi 10 Novembre** à 18h15 à la MRES de Lille : **Réunion du groupe lillois de l'AFPS 59/62**
- **Du lundi 15 au lundi 22 Novembre** : **Semaine internationale d'action « Right to Education »** organisée par l'université de **Bir Zeit >>**

- **Mercredi 17 Novembre** à partir de 19 heures : **Tribunal Russel pour la Palestine : Israël sur le banc des accusés**

Après le massacre à Gaza, après le piratage meurtrier de la flottille humanitaire, toujours pas de sanctions contre Israël. Le Tribunal Russel nous interpelle :

Pourquoi cette impunité pour Israël ?

La prochaine session du tribunal Russel est consacrée aux entreprises qui soutiennent la colonisation israélienne. Ainsi l'entreprise française Veolia, qui construit un tramway colonial à Jérusalem.

Ce tribunal est une contribution à la solidarité avec la Résistance Palestinienne comme à la lutte pour l'application des droits nationaux du peuple palestinien pour lesquels nous appelons au Boycott/Désinvestissement/Sanctions (B.D.S.) contre Israël.

Rencontre-débat avec

- **Brahim Senouci** , Maître de Conférence (Université de Cergy-Pontoise),
membre du Comité International du Tribunal Russel sur la Palestine
- **Nabil El Haggar** , Vice-Président de l'Université de Lille 1

Mercredi 17 novembre 2010 - à partir de 19h

Espace Culture de l'Université Lille 1, Villeneuve d'Ascq

(Métro : Station «Cité Scientifique»)

<http://www.nord-palestine.org/agenda.htm#Octobre20101012Russel>

Soirée de solidarité avec le peuple palestinien

Cette soirée sera aussi l'occasion d'échanges sur les stands militants avec tables de littérature. Boissons et petite restauration seront assurées.

Signataires de l'appel : Association France Palestine Solidarité Nord-Pas de Calais, Union Juive Française pour la Paix, Génération Palestine, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Comité des Sans Papier 59, Collectif Afrique, IDM, Union syndicale Solidaires, Jeunes Communistes, Coordination Communiste, Les Alternatifs, Parti Communiste Français, N.P.A., Ligue des Droits de L'Homme, Amitiés Lille-Naplouse ,Voie Démocratique, Mémoire Vive, FSU,...

suite de l'agenda :

- **Jedi 18 novembre** à 19h30 à **Wimereux** (Salon de la Baie Saint-Jean) :
Conférence : « **La Palestine a-t'elle droit au développement durable ?** » avec Nabil El-Haggar
- **Jedi 18 Novembre** à 19h30, Salon de la Baie Saint-Jean à **Wimereux** :
Conférence : « La Palestine a-t'elle droit au développement durable ? »
avec **Nabil El-Haggar** dans le cadre de la SSI et en partenariat avec le CDSI
- **Mercredi 17** (20h30) **Jedi 17** (19h) **Vendredi 19** (20h30) **novembre** à **Dunkerque** au Bateau Feu, Scène Nationale de Dunkerque
Théâtre : « Le Tangible » Le regard sensible et poétique d'un collectif d'artistes sur le Moyen Orient >>
- **Vendredi 19 Novembre** au Point Information Jeunesse : 3 Rue de l'Abbé Pierre à **Arras** :
“La semaine de la solidarité internationale” dans le Pas-de-Calais
- **Samedi 20 et dimanche 21 Novembre**, à la Fondation de Lille, Pavillon Saint-Sauveur de **Lille**:
Vente solidaire « objets du monde » avec stand de broderies palestiniennes
- **Vendredi 26 Novembre**, à 19h, à la Fondation de Lille, Pavillon Saint-Sauveur à **Lille** :
Conférence sur « les femmes prisonnières palestiniennes »
organisée par « **Amitié Lille-Naplouse** » dans le cadre de la SSI, en association avec l'AFPS 59-62
- **Samedi 27 Novembre** à 14h15, à la MRES de Lille : **Réunion du Conseil de l'AFPS 59/62**